

**Syrie - Armes chimiques -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 06 septembre 2018)

Madame la Présidente,

Je remercie la Secrétaire générale adjointe aux questions de désarmement pour son intervention très éclairante. Cette réunion, ne nous le cachons, pas intervient dans un contexte extrêmement préoccupant face auquel je formulerai trois séries d'observations : sur la menace d'une offensive de grande ampleur à Idlib, impliquant potentiellement l'emploi d'armes chimiques ; sur l'état des lieux du dossier chimique syrien ; et enfin sur l'urgence d'une solution politique et une priorité donnée à la protection des civils.

Madame la Présidente,

Allons droit au fait : la Syrie est à nouveau au bord du gouffre. Je voudrais que chacun mesure bien ici ce que signifierait une offensive majeure sur Idlib, qui concentre je le rappelle près de trois millions d'habitants, dont plus de la moitié sont des déplacés internes. Une telle offensive, dans le contexte que je viens de rappeler, aurait des conséquences humanitaires, migratoires et sécuritaires désastreuses qui ouvriraient un nouveau chapitre dans la longue tragédie syrienne. Elle produirait un drame humanitaire absolu, avec des assauts meurtriers contre les civils, des raids aériens indiscriminés - a fortiori s'il devait se produire le recours à des armes prohibées, notamment chimiques, de la part du régime - alors que ces civils n'auront nulle part où aller. Une telle offensive produirait en outre une crise migratoire majeure pour le Nord syrien, la Turquie et potentiellement l'Europe et au-delà. Enfin, une offensive de grande ampleur constituerait une grave menace pour la sécurité régionale, à travers en particulier la dispersion des combattants djihadistes qui s'y trouvent également.

Face à la menace d'un tel désastre, notre mobilisation est entière et notre détermination totale. La priorité de nos efforts collectifs doit aller au respect du cessez-le-feu dans cette zone. Et je voudrais aujourd'hui au nom de la France appeler la Russie et l'Iran à user de leur influence sur le régime syrien pour y parvenir. Les soutiens de Damas ont les moyens d'empêcher cette crise car le régime ne peut agir seul.

Nous restons par ailleurs extrêmement vigilants face au risque d'emploi d'armes chimiques. Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis notamment, le nouvel emploi avéré de telles armes par le régime de Bachar al-Assad ne resterait pas impuni. Nos autorités politiques se sont exprimés sans ambiguïté sur ce point.

Madame la Présidente,

Le risque est particulièrement sérieux et particulièrement élevé à l'heure où nous parlons : nul n'ignore que le régime syrien n'a jamais cessé d'employer des armes chimiques depuis 2013, en violation de ses engagements internationaux et des principes, des valeurs et des règles de droit les plus essentiels. Le régime a poursuivi sa stratégie d'écrasement de toute opposition en ayant recours aux armes les plus terrifiantes, tout en menant une campagne cynique de désinformation relayée par ses alliés.

Ce sont encore des centaines de civils qui en ont payé le prix à Douma en avril dernier, tout comme à Khan Cheikhoun, un an auparavant, en avril 2017. A ceux qui s'emploieraient de nouveau à nier ou même à relativiser la réalité des faits, ou à essayer d'apporter de la confusion, je rappelle que le régime de Bachar al-Assad a déjà été formellement identifié à plusieurs reprises comme ayant les capacités pour répandre du sarin et du chlore et gazer des civils. Des capacités qu'il a utilisées.

Ne nous y trompons pas, le programme chimique syrien n'est pas démantelé. L'utilisation continue d'armes chimiques en Syrie est une indication irréfutable que des stocks existent, de sarin comme de chlore. Nous avons pris note des rapports de l'OIAC constatant la destruction de toutes les installations déclarées et de la transmission d'informations par le régime syrien.

Mais je rappelle que le régime n'a jamais sincèrement coopéré avec l'OIAC, et qu'il reste impossible à ce jour de confirmer qu'il a déclaré l'intégralité de ses stocks et capacités en 2013.

Madame la Présidente,

Dans ce contexte édifiant, nous appelons donc les alliés de la Syrie à prendre pleinement leurs responsabilités pour éviter une nouvelle escalade et interdire l'emploi d'armes chimiques. La réunion des pays du groupe d'Astana demain doit établir des engagements clairs de leur part pour maintenir le cessez-le-feu dont ils sont les garants, éviter une escalade militaire qui serait désastreuse au plan humanitaire et protéger les civils, dans une zone je le rappelle qui est censée être une zone de désescalade.

C'est un impératif pour la Syrie et pour la communauté internationale. La réémergence des armes de terreur fait peser une menace grave sur la sécurité de chacun de nos pays et pour l'ensemble du régime de non-prolifération. Nous avons donc collectivement la responsabilité morale, juridique et politique de prévenir et dissuader l'emploi de telles armes. Les auteurs des atrocités chimiques en Syrie, et partout ailleurs, doivent savoir qu'ils ne pourront agir impunément et qu'ils devront rendre des comptes. C'est l'objectif du partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques et du mécanisme d'identification des responsabilités en création à la Haye. C'est aussi l'une des raisons de notre soutien au Mécanisme international, impartial et indépendant (IIIM), qui doit être en mesure de faire pleinement son travail. Il ne saurait y avoir de paix durable sans justice.

En conclusion, Madame la Présidente, je veux insister à nouveau sur la gravité particulière du

moment, sur la responsabilité qui nous appartient collectivement et sur l'importance dans ce contexte d'une pleine mobilisation de ce Conseil et de la communauté internationale plus largement. Les préparatifs militaires en cours à Idlib, la présence dans cette enclave d'une concentration de combattants terroristes et d'une population fragilisée de plusieurs millions de civils, parmi lesquels de nombreux déplacés, tout cela crée les conditions d'une catastrophe humanitaire - et sécuritaire - que nous devons, que nous pouvons, prévenir ensemble si nous joignons nos efforts. Un tel scénario remettrait gravement en cause tous les efforts en cours pour faire émerger une solution politique, sous l'égide de la médiation des Nations Unies et avec le soutien de ce Conseil, et nous ramènerait loin en arrière.

La priorité, Madame la Présidente, doit aller au respect du cessez-le-feu, à la protection des civils, à un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave. La France appelle donc à nouveau les garants d'Astana à éviter l'escalade de la violence, avec le souci premier de protéger les populations civiles. Nous sommes à la croisée des chemins : nous pouvons soit laisser à nouveau la Syrie plonger vers le chaos, soit nous rassembler autour de la médiation onusienne de Staffan de Mistura qui nous offre une alternative politique, en promouvant la mise en place d'un comité constitutionnel dans les semaines à venir, première pierre d'une solution politique durable - une solution qui, si nous sommes capable de conjuguer nos efforts, est à portée de main. Ne laissons donc pas le conflit glisser à nouveau dans l'escalade de la violence. Nous avons une opportunité de nous rassembler à l'occasion de l'Assemblée Générale des Nations unies. C'est à ce sursaut collectif, Madame la Présidente, chers collègues, qu'au nom de la France je vous invite tous aujourd'hui. C'est notre intérêt et c'est celui des Syriens./.